

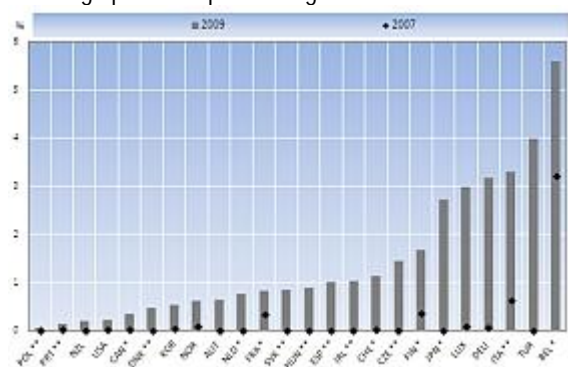
Perspectives de l'emploi 2010 : résumé des chapitres

[Retour vers la page d'accueil des perspectives de l'emploi](#)

1. Sortir de la crise de l'emploi

Ce chapitre prolonge l'analyse présentée dans l'édition 2009 des Perspectives de l'emploi, examinant les effets de la récession de 2008-09 sur le marché du travail et les actions entreprises face à la crise de l'emploi qui en a résulté. Il met en évidence la dégradation rapide des conditions sur le marché du travail, et souligne que, bien que la reprise s'amorce, le retour à la normale des niveaux de chômage et de sous-emploi prendra du temps. Toutefois, la hausse du chômage a été très variable d'un pays à l'autre, hétérogénéité que les différences constatées entre pays, en termes de recul du PIB réel, n'expliquent que très partiellement. En effet, dans certains pays, les entreprises ont répondu à la forte baisse de la demande en supprimant des emplois, alors que dans d'autres pays, l'accent a davantage été mis sur la réduction des horaires travaillés et le partage du travail. Ce dernier type d'ajustement a été permis, en partie, par les dispositifs publics de chômage partiel qui ont contribué à la sauvegarde, au moins à court terme, d'un nombre relativement important d'emplois pendant la récession.

Nombre moyen annuel de salariés participant à des dispositifs de chômage partiel en pourcentage du nombre total de salariés



Les pouvoirs publics continuent également de renforcer les garanties de revenu et les aides à la réinsertion des chômeurs en 2010, mais ils doivent désormais faire des choix difficiles et déterminer à quel rythme supprimer ces mesures dans le contexte d'une reprise encore incertaine et de pressions budgétaires croissantes. Une des grandes priorités doit être d'obtenir une reprise riche en emplois tout en limitant les effets d'hystérèse en matière de chômage et d'activité.

Document complémentaire (*en anglais*):
[Moving beyond the jobs crisis - further material](#)

2. La crise mondiale dans les économies émergentes: impact sur l'emploi et réaction des politiques publiques

La crise financière et économique mondiale récente a des retombées sociales importantes dans les économies émergentes, où les travailleurs sont généralement plus vulnérables aux chocs que dans les économies plus développées. Les pays ayant des programmes de

protection sociale déjà en place avant la crise sont mieux à même de répondre efficacement à l'augmentation soudaine des besoins sociaux. Néanmoins, ils font face à un défi majeur : comment utiliser leurs ressources et capacités administratives limitées pour répondre à la montée des besoins, tout en préservant l'efficacité des filets de protection sociale. Les mesures qui étendent le champ d'application de l'assurance chômage, augmentent le niveau des prestations ou assouplissent les conditions d'accès sont importantes pour améliorer les garanties de revenu pour les travailleurs du secteur formel qui ont perdu leur emploi.

Les variations de la consommation pendant la crise



Étendre les programmes de transferts en espèces ou effectuer des versements exceptionnels peut aider à soutenir les ménages nouvellement exposés au risque de pauvreté ainsi que ceux déjà identifiés comme pauvres qui ont subi une nouvelle détérioration de leurs revenus. Étendre les programmes d'emploi publics peut fournir un soutien rapide aux nouveaux chômeurs, car on évite ainsi les coûts de démarrage et on réduit les difficultés de mise en œuvre. En temps de crise, les programmes d'emplois publics devraient privilégier les projets à forte intensité de main-d'œuvre et limiter les coûts autres que de main-d'œuvre afin de maximiser le nombre d'emplois créés et de constituer des filets de sécurité plus efficaces.

Document de référence (*en anglais*):
[The global crisis in emerging economies: the jobs impact and policy response](#)

3. Les déterminants institutionnels des flux d'emploi et de main d'oeuvre

De nombreuses entreprises nouvelles se créent chaque année, tandis que de nombreuses entreprises existantes se développent, et d'autres réduisent ou même cessent leur activité. Dans ce processus, de nombreux emplois sont créés et des travailleurs sont embauchés, alors même que de nombreux postes sont supprimés et que des travailleurs quittent leur employeur. La réallocation de la main-d'œuvre est un facteur important de croissance de la productivité: les entreprises moins productives tendent à détruire plus d'emplois alors que les entreprises les plus productives en créent davantage. Les données harmonisées au niveau international suggèrent que différents institutions et politique à savoir la protection de l'emploi, les prestations de chômage et les

réglementations sur les marchés de produits, sont les facteurs clés de la réallocation de la main d'œuvre à travers les secteurs d'activité. Notamment, les disparités dans le degré de rigueur de la législation protectrice de l'emploi expliquent entre 20 et 30 % des écarts de taux d'embauche et de cessation d'activité.

La protection de l'emploi et les flux de main d'œuvre sont fortement corrélés entre les pays de l'OCDE
Moyennes nationales (2000-2007)



En période d'activité économique normale, les réglementations de protection de l'emploi influent principalement sur les transitions d'un emploi à un autre, et n'ont aucun effet sur les transitions de l'emploi vers le non-emploi. Cependant, une intensification de la réallocation de la main-d'œuvre peut avoir des effets redistributifs. Les travailleurs qui perdent leur emploi subissent généralement une baisse importante de revenu et une dégradation de leurs conditions de travail, en particulier en période de contraction de l'activité économique. Pour cela, les pays devraient accompagner les réformes visant à assouplir la protection de l'emploi avec des prestations de chômage adéquates, subordonnées à des obligations de recherche d'emploi strictement respectées et un ensemble bien conçu de mesures d'« activation ».

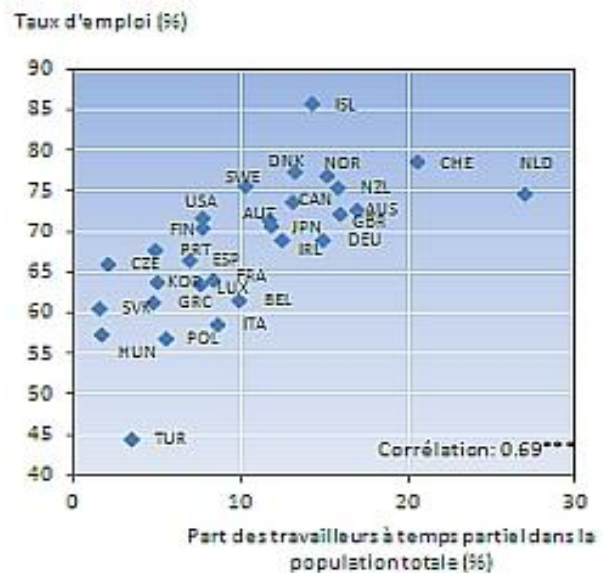
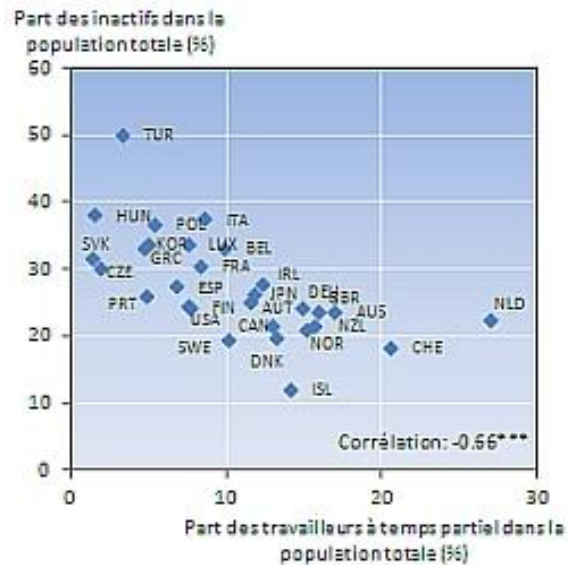
Document complémentaire (*en anglais*):
[Institutional Determinants of Worker Flows: A Cross-country/Cross-industry Approach](#)

4. Le travail à temps partiel: une bonne option?

Faciliter le développement de l'emploi à temps partiel de bonne qualité peut constituer une option valable pour les gouvernements soucieux de mobiliser plus largement la main-d'œuvre disponible dans un contexte de vieillissement de la population. Bien que la croissance du temps partiel se soit accompagnée d'une amélioration de la qualité de ce type d'emploi, travailler à temps partiel reste pénalisant en termes de rémunération, de sécurité de l'emploi et d'opportunités de carrière. Néanmoins, en termes de satisfaction professionnelle, ces aspects négatifs semblent être compensés par un meilleur équilibre entre travail et vie privée, permettant aux personnes en charge de responsabilités familiales, poursuivant des études, souffrant de problèmes de santé ou proche de la retraite de garder un pied dans le monde du travail.

Il est donc important que le travail à temps partiel soit facilement accessible aux personnes qui souhaitent occuper ce type d'emploi. Mais une fois à temps partiel, ces personnes doivent également pouvoir reprendre un emploi à temps plein, lorsque leur situation personnelle a changé. Certains aspects des systèmes de prestations et de prélèvements obligatoires et l'inadéquation des services de garde d'enfants peuvent freiner le retour au travail à temps plein et conduire à des épisodes prolongés de temps partiel subi, avec des conséquences négatives pour les individus en question et la collectivité.

Travailleurs à temps partiel, travailleurs à temps plein et inactifs : existe-t-il un lien?
Population âgée de 20 à 64 ans, 2007



Document complémentaire (*en anglais*):
[Detailed description of part-time work regulations and unemployment benefit schemes affecting part-time workers](#)